

**M. Jean-Louis SCHILTZ, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du
Grand-Duché de Luxembourg**

**Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée
d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey
(Doha, 29 novembre-2 décembre 2008)**

Altesse, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Messieurs les Ministres,
Chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Je ne vous apprendrai sans doute rien en vous disant que le monde ne va pas très bien. Nous nous voyons aujourd'hui confrontés à un véritable risque de déconstruction de la solidarité internationale, un risque de remise en cause des fondements-mêmes et des mécanismes de cette solidarité internationale.

Dans ce monde qui ne va pas très bien, qui a attrapé un très sérieux rhume, nous devons repenser les relations entre le Nord et le Sud si nous voulons éviter que ce rhume que nous avons attrapé ne dégénère en véritable grippe voire en pneumonie.

Je pourrais vous parler de statistiques – mentionner les chiffres de la faim qui ont augmenté de 850 millions à 925 millions entre 2006 et 2007 ou encore les chiffres du seuil de la pauvreté qui depuis 2005 ont vu une augmentation de 100 millions - mais l'important c'est de ne pas oublier que derrière chaque chiffre il y a un être humain, que derrière chaque être humain il y a un destin et c'est ce destin qu'il nous faut mettre en avant lorsque nous parlons éradication de la pauvreté.

Nous ne pouvons plus nous contenter aujourd'hui de faire des constats. Nous ne pouvons plus dire aujourd'hui qu'il suffit d'améliorer l'efficacité de ce que nous faisons. Nous ne pouvons plus dire aujourd'hui qu'il suffit d'améliorer les paramètres de la gouvernance. Nous ne pouvons plus nous contenter aujourd'hui de dire qu'il faut réorganiser l'architecture et les règles du commerce international.

Certes, nous devons améliorer l'efficacité de ce que nous faisons. Certes, il y a des progrès à faire en matière de gouvernance. Certes, il y a des progrès à faire dans le domaine du commerce international. Mais tout cela ne peut pas être une excuse pour ne pas redoubler d'effort en matière d'aide publique ; tout cela ne peut pas être une excuse pour ne pas augmenter collectivement notre effort en matière de développement. Et dans ce contexte, c'est certes le Nord qui doit prendre ses responsabilités, mais je dis tout aussi clairement que ceux

au Sud, et il y en a, qui ont les possibilités doivent également et à due concurrence prendre leurs responsabilités.

La crise financière et économique a des répercussions au niveau mondial. Nous le ressentons tous. Mais les pays en développement risquent d'en souffrir davantage encore que les autres, et ceci de manière disproportionnée.

D'ores et déjà les montants des transferts des migrants sont en baisse, l'investissement étranger stagne et les perspectives pour leurs exportations sont moroses et nombreux sont nos partenaires du Sud pour nous faire part de leurs craintes de voir le niveau de l'APD baisser de manière significative suite à la crise.

A ceux et à celles à qui viendrait l'idée de vouloir baisser le niveau de l'APD je voudrais dire ce qui suit : Oublier ceux qui vont très mal depuis très longtemps lorsque l'on va soi-même moins bien depuis peu, c'est exactement et clairement le contraire de la solidarité internationale et c'est ici que je lance très clairement une mise en garde: le prix à payer après-demain pour un relâchement des efforts aujourd'hui sera un prix extrêmement élevé.

Ma conviction en tout cas est que, si on devait avoir la très mauvaise idée de réduire les budgets consacrés au développement, nous allons au-devant d'années très sombres. Ce que nous ne ferons pas aujourd'hui, nous devons le faire à doses démultipliées par dix au moins dans quinze ou vingt ans, puisque si jamais il nous venait la mauvaise idée de réduire les budgets de développement, il y aurait démultiplication d'absence de perspectives, il y aurait croissance de la pauvreté endémique, il y aurait risque de nouveaux conflits, migrations des plus massives et que sais-je encore.

Ce n'est pas au Sud de faire le travail tout seul, ce n'est pas au Nord de faire le travail tout seul, ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un et l'autre. Il faut le faire, il nous faut investir massivement dans le développement aussi dans les années à venir.

Le Luxembourg dépasse depuis plusieurs années le ratio de 0,7 pour cent du RNB à consacrer à l'APD. Nous sommes et restons à l'avenir prêts à faire plus que notre part et pour 2008, le ratio APD/RNB est de 0,91 % et les chiffres ne baisseront pas, au contraire.

Depuis quelques années, le Luxembourg fait partie – et je le dis avec modestie – de ceux qui ont joué et continuent de jouer un rôle clé dans la définition des standards de quantité et de qualité de l'aide : En mars 2005 à Paris, j'ai négocié, au nom de l'Union européenne, la Déclaration sur l'efficacité de l'aide; puis en mai 2005, j'ai – avec ceux qui m'entourent – négocié et mis en place les nouveaux engagements de l'UE en matière d'APD, à savoir : 0,56% du RNB en 2010 et à 0,7% en 2015 – et c'est avec grande satisfaction que j'ai entendu le président Sarkozy avant-hier au nom de l'Union européenne confirmer ces engagements. Je

m'associe bien sûr à sa déclaration et je puis vous assurer que nous ne ménagerons aucun effort dans les années à venir pour que ces engagements, qui sont plus que de simples promesses, soient réellement tenus à l'horizon 2010, mais surtout à l'horizon 2015.

Comme cela a été convenu à Monterrey en 2002, l'APD seule ne fera pas l'affaire. A côté, et en sus, de la mobilisation des ressources nationales, d'un investissement direct étranger renforcé, d'une implication concrète des économies du Sud dans le commerce international et d'une APD internationale fiable et prévisible sur le long terme, il faut bien sûr faire preuve d'imagination pour trouver des sources alternatives et supplémentaires de financement.

Permettez-moi de souligner ici à titre d'exemple les énormes potentialités de la microfinance et des secteurs financiers inclusifs. J'aime à définir la microfinance comme une palette d'instruments adaptables à des besoins très divers et permettant de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté en ouvrant largement l'accès aux services financiers à ceux et à celles qui, jusque-là et depuis toujours, en étaient exclus.

Développée, pratiquée et ayant fait ses preuves dans les pays du Sud, la microfinance a aujourd'hui toute l'attention du secteur financier du Nord. Au seul Grand-Duché de Luxembourg des fonds d'investissement privés véhiculent aujourd'hui quelque 1,5 milliards d'euros vers des activités de microfinance. Commercialement rentables et socialement responsables, les investissements de ce type viennent utilement compléter les efforts que fournissent les gouvernements.

Monsieur le Président,

J'aurais dû vous parler encore de beaucoup de choses ici, comme de la crise alimentaire, de la crise climatique, de celles de certaines matières premières ou encore des conflits. D'autres l'ont fait à cette tribune. Je ne répéterai donc pas ce qu'ils ont dit dans leurs interventions.

Nous ne devons pas quitter le chemin de la solidarité internationale. Nous devons continuer à éliminer les embûches et continuer à franchir les obstacles qui se dressent devant nous.

La solidarité internationale ne doit pas devenir une expression vide de tout sens. Au contraire, cette solidarité internationale doit être renforcée et ses bases doivent être élargies. Nous devons la vivre au jour le jour, un peu en application du proverbe africain qui dit que : « ce que tu donnes aux autres, tu le donnes à toi-même ».

Je voudrais vous inviter à joindre votre voix à la mienne pour que nous y arrivions dans les années à venir. Le défi est substantiel, mais sur base d'un partenariat bien conçu et réellement vécu, je suis certain que nous pourrons y arriver.

Je vous remercie.